

REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO

**BUREAU D'ETUDES, D'OBSERVATION ET DE COORDINATION POUR LE  
DEVELOPPEMENT DU TERRITOIRE DE WALIKALE**



**"BEDEWA"**  
e-mail: walikalebed@yahoo.fr  
Tel : (+243) 853803113, 997674032  
**SECRETARIAT GENERAL**



N/Réf : <sup>020</sup>...../BDW/TW/SG/NK/11

Goma, le 08mars 2011

The Honorable Hillary Clinton  
U.S. Department of State  
2201 C Street, N.W.  
Washington, D.C. 20520

Cc:

Maria Otero,  
Under Secretary for Democracy and Global Affairs, U.S. Department of State  
Robert Hormats,  
Under Secretary for Energy, Economic, and Business Affairs, U.S. Department of State  
Honorable Mary Schapiro, Chairman,  
U.S. Securities and Exchange Commission  
Susan Page,  
Deputy Assistant Secretary for African Affairs, U.S. Department of State  
Ambassador Johnnie Carson,  
Assistant Secretary of State for African Affairs, U.S. Department of State

**Objet : Notre point de vue**

Honorable,

Permettez-nous, à cette occasion, de saisir votre auguste personnalité en vue de vous présenter notre point de vue sur le débat autour de la traçabilité et la transparence des minerais produit à l'Est de la République Démocratique du Congo(RDC).

En effet, une meilleure traçabilité et la transparence dans l'extraction, le transport, l'exportation et la commercialisation des produits miniers ont toujours été le souci le plus ardent des communautés locales du territoire de Walikale affectées par les projets miniers. Cependant, au lieu d'aider cette population à sortir de la misère qui l'accable, ces richesses ont constitué la source de son malheur. L'insécurité, les arrestations arbitraires, tortures, les viols des femmes et filles, vols, pillages, incendies des villages, massacres et la persistance des groupes armés locaux, nationaux et étrangers sont la conséquence directe de l'exploitation illégale et anarchique de ces richesses qui se révèlent être un fléau social. Ces richesses ont toujours bénéficié à une poignée d'individus et à des groupes mafieux qui alimentent les conflits dans cette partie du pays.

C'est dans ce cadre que, soucieux de l'amélioration du bien-être économique, social et culturel des communautés locales affectées par les projets miniers, le Président de la République, a pris, au mois de septembre 2010, la décision de suspendre toute activité minière sur toute l'étendue des trois Provinces à savoir les Maniema, Nord et Sud-Kivu. Cette décision serait jugée salutaire par les communautés locales de Walikale si elle avait permis à ce territoire de bénéficier de ses richesses et d'occuper la place qui lui revient dans le concert des nations.

L'exploitation minière en territoire de Walikale doit devenir une activité officielle, organisée, soutenue, rentable et bénéfique au Pays en général et aux communautés locales en particulier. C'est pour cette raison que toute initiative allant dans le sens de la traçabilité et la transparence, à l'instar de la loi OBAMA, est la bienvenue dans la mesure où elle tient compte de :

- L'amélioration de la situation sécuritaire et la protection des populations civiles ;
- L'amélioration des conditions de vie des communautés locales ;
- L'engagement des acteurs publics et privés dans le développement local par des investissements conséquents ;
- La protection de l'environnement ;
- L'implication des communautés locales dans les projets miniers.

C'est dans ces conditions que les communautés locales du territoire de Walikale sont disposées à accompagner la loi OBAMA dans son exécution et à faire le suivi pour l'intérêt de la nation congolaise et des communautés locales du territoire de Walikale affectées par les projets miniers.

Pour le BEDEWA,

Conseiller du BEDEWA et  
Chef d'antenne (Goma),  
TABLE RONDE DE WALIKALE

Sylvestre MUTUMBI

Conseiller du BEDEWA et membre du  
Comité de suivi des résolutions des  
journées minières

Jean MALIASSEME BUSANGA.



: Prince KIHANGI KYAMWAMI :=

Juriste indépendant et Secrétaire Général